

Religion et politique étrangère sous l'AKP

Religion and Foreign Policy under the AKP

BENABDELJALIL Radia

Enseignante chercheure

Institut des sciences politiques, juridiques et sociales

Université Mundiapolis

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales

Université Hassan II Ain Chock

Laboratoire de Gouvernance Publique, Politiques Publiques

Et Etudes Administratives et Douanières

Maroc

Date de soumission : 21/05/2025

Date d'acceptation : 01/11/2025

Pour citer cet article :

Benabdeljalil. R (2025) «Religion et politique étrangère sous l'AKP «Volume 6 : Numéro 4 » pp : 1-11

Résumé

Cet article propose une analyse du rôle de la religion dans la politique étrangère de la Turquie contemporaine, en mettant l'accent sur l'ère du Parti de la justice et du développement (AKP). Il explore la manière dont l'islam sunnite est utilisé comme outil d'influence stratégique selon trois axes principaux : d'une part, le soft power religieux visant à tisser des liens avec les sociétés musulmanes ; d'autre part, l'affirmation d'un leadership régional inspiré d'une posture néo-ottomane ; enfin, les critiques internes et internationales relatives à cette orientation, notamment en lien avec la sécularité et les tensions géopolitiques. En mobilisant une documentation académique et institutionnelle variée, l'étude met en évidence les logiques ambivalentes qui structurent cette diplomatie religieuse. Celle-ci apparaît à la fois comme un vecteur de rayonnement et un facteur de polarisation, oscillant entre ambitions civilisationnelles, impératifs sécuritaires et stratégies d'influence. L'analyse révèle ainsi que la dimension religieuse, bien que centrale, ne peut être isolée des dynamiques politiques, économiques et idéologiques plus larges qui façonnent l'action extérieure de la Turquie. Cette contribution vise à offrir une lecture nuancée des tensions entre islam politique, réalités étatiques et projection internationale du pouvoir turc.

Mots clés :

AKP – soft power – néo-ottomanisme – politique étrangère – Diyanet

Abstract

This article analyzes the role of religion in contemporary Turkish foreign policy, with a focus on the period under the Justice and Development Party (AKP). It examines how Sunni Islam is mobilized as a strategic tool through three main dimensions: first, religious soft power aimed at building connections with Muslim societies; second, the assertion of regional leadership through a neo-Ottoman posture; and third, the domestic and international criticisms raised by this orientation, particularly regarding secularism and geopolitical tensions. Drawing on diverse academic and institutional sources, the study highlights the ambivalent logics that underpin this religious diplomacy. It emerges both as a vector of influence and a source of polarization, oscillating between civilizational ambitions, security imperatives, and geopolitical strategy. The analysis shows that while the religious dimension is central, it cannot be separated from the broader political, economic, and ideological dynamics that shape Turkey's foreign action. This contribution aims to offer a nuanced reading of the tensions between political Islam, state interests, and Turkey's international projection, contributing to a better understanding of how religion is strategically employed within the evolving landscape of global diplomacy.

Keywords:

AKP – soft power – neo-Ottomanism – foreign policy – Diyanet

Introduction

Depuis le début du XXI^e siècle, la Turquie a entrepris une transformation significative de son positionnement international, marquée par un recentrage identitaire et une redéfinition stratégique de ses priorités diplomatiques. Cette reconfiguration s'est particulièrement intensifiée sous l'autorité du Parti de la justice et du développement (AKP), qui gouverne depuis 2002. Rompant avec la neutralité laïque du kémalisme, l'AKP a réintroduit la religion, notamment l'islam sunnite, comme pilier fondamental de sa diplomatie. Ce tournant ne se limite pas à un simple changement de rhétorique : il s'accompagne d'une mobilisation d'acteurs institutionnels tels que la Diyanet, d'un usage accru de la symbolique ottomane et d'un déploiement d'instruments religieux dans les relations internationales.

Dans cette perspective, la politique étrangère turque s'est articulée autour de trois axes majeurs : l'utilisation de la religion comme soft power pour établir des alliances culturelles et spirituelles dans le monde musulman ; la revendication d'un leadership régional via une posture néo-ottomane assumée ; et enfin, l'émergence de critiques internes et externes face à la confusion croissante entre religion et politique d'État.

Cette dynamique soulève une interrogation centrale : dans quelle mesure l'AKP parvient-il à utiliser la religion, et en particulier l'islam sunnite, comme levier d'influence dans sa politique étrangère, sans compromettre les principes séculiers de l'État turc ni aggraver les tensions géopolitiques régionales et internationales ?

La présente recherche s'appuie sur une analyse qualitative de sources académiques et institutionnelles. Le corpus étudié comprend des ouvrages et articles scientifiques, des documents officiels de la Diyanet, ainsi que des discours politiques prononcés par les dirigeants turcs entre 2002 et 2023. La méthode adoptée combine une analyse thématique du contenu avec une approche géopolitique et historique, afin d'identifier les dynamiques religieuses, politiques et stratégiques dans la politique étrangère turque.

À partir de cette approche, l'étude explore les mécanismes par lesquels la Turquie cherche à devenir une puissance normative dans l'espace musulman.

Elle s'intéresse également aux tensions que cette orientation suscite, notamment en ce qui concerne la laïcité, la pluralité confessionnelle, la perception internationale du pays, ainsi que les équilibres instables entre morale islamique et réalités stratégiques. L'ambition est ainsi de proposer une lecture nuancée de la politique étrangère religieuse turque, en tenant compte de ses aspirations, de ses paradoxes et de ses implications globales.

Dans un premier temps, l'analyse portera sur l'usage de la religion comme instrument de *soft power* par l'AKP, en mettant l'accent sur le rôle de la Diyanet et des initiatives religieuses transnationales. Dans un second temps, elle examinera la dimension néo-ottomane de la politique étrangère turque et la manière dont cette orientation nourrit une ambition de leadership régional. Enfin, elle abordera les critiques et défis suscités par cette diplomatie religieuse, tant sur le plan interne que sur la scène internationale.

1. Le Soft Power dans la Politique Extérieure de la Turquie sous l'AKP

Depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) en 2002, la politique extérieure turque a connu une inflexion majeure marquée par une mobilisation de la religion, en particulier l'islam sunnite, comme outil de soft power. Cette stratégie vise à projeter l'influence de la Turquie au Moyen-Orient, en Afrique, dans les Balkans et au-delà, en se fondant sur une identité religieuse partagée et sur la promotion d'une vision turque de l'islam, compatible avec certains principes de la laïcité turque. Le rôle central joué par la Direction des affaires religieuses (Diyanet), la création de mosquées à l'étranger, l'éducation islamique transnationale et les investissements religieux font partie de cette panoplie de l'influence religieuse douce. Cette étude développe les ressorts de cette politique à travers une analyse approfondie des sources académiques et institutionnelles, en citant les pages pertinentes des documents consultés.

Le concept de "soft power", tel que défini par Joseph Nye (2004), repose sur la capacité d'un État à influencer les autres par l'attraction plutôt que la coercition. Dans ce cadre, la religion peut devenir un instrument d'influence, en particulier lorsque celle-ci est perçue comme modérée, universelle ou compatible avec des valeurs culturelles partagées. Ahmet Erdi Öztürk décrit l'usage de la religion par la Turquie comme un exemple ambigu de soft power religieux, car cette mobilisation alterne entre attraction spirituelle et autoritarisme transnational (Öztürk, 2023).

Dans une perspective historique, il convient de rappeler que sous la période kémaliste, la Turquie s'était engagée dans un sécularisme strict. Le califat a été aboli en 1924, les institutions religieuses marginalisées et les confréries interdites (Michalak, 2019).

Cette orientation a commencé à s'infléchir dès les années 1980, mais le tournant décisif a eu lieu avec l'arrivée de l'AKP au pouvoir, qui a redonné une centralité à l'islam sunnite dans les affaires internes et internationales du pays.

Cette inflexion s'est accompagnée d'un renforcement institutionnel notable, notamment par le biais de la Diyanet (Diyanet İşleri Başkanlığı), créée en 1924, dont le rôle s'est vu considérablement accru sous l'AKP. Son budget a été multiplié, dépassant celui du ministère de l'intérieur. En 2017, la Diyanet formait 2 140 étudiants religieux issus de 110 pays, possédait 18 écoles dans le monde et gérait des activités dans 36 pays, publiant le Coran dans 28 langues (Michalak, 2019).

Dans la continuité de cette dynamique, la Turquie a entrepris l'exportation de ses services religieux et le déploiement d'une infrastructure islamique à l'étranger. La construction et le financement de mosquées, notamment dans les Balkans, en Afrique, et même en Amérique latine, s'inscrit dans une logique de rivalité avec d'autres puissances musulmanes comme l'Arabie Saoudite ou l'Iran (Öztürk, 2023). La Diyanet joue ici un rôle moteur, tout comme les ONG pro-gouvernementales telles que TÜGVA et TÜRGEV (Michalak, 2019).

Par ailleurs, l'utilisation de la religion comme outil diplomatique est manifeste dans les sommets religieux organisés par la Turquie, comme l'Eurasia Islamic Council ou le Balkan Countries Islamic Council. Ces forums permettent à Ankara d'affirmer son leadership spirituel et de renforcer son influence dans les sphères religieuses internationales. Cette stratégie s'observe également dans les Balkans, où la Turquie opère avec insistance (Rašidagić & Hesova, 2020). Toutefois, ce recours intensif au religieux n'est pas exempt d'ambiguïtés ni de critiques. En Europe, la Diyanet est parfois accusée de diffuser un islam politique aligné sur les vues d'Erdoğan (Öztürk, 2023). L'équilibre entre sécularisme et engagement religieux suscite la controverse, en particulier en raison d'accusations de surveillance des diasporas turques et de pratiques jugées autoritaires.

L'AKP a donc développé un usage sophistiqué de l'islam sunnite comme outil de soft power. Portée par la Diyanet et diverses institutions para-étatiques, cette politique s'inscrit dans une stratégie plus large de positionnement géopolitique.

Si elle offre des opportunités d'influence, elle soulève aussi des interrogations sur la nature de l'engagement turc à l'international, entre attraction religieuse et instrumentalisation autoritaire.

2. Néo-ottomanisme et leadership régional dans la politique étrangère de la Turquie sous l'AKP

Dans le prolongement de l'utilisation du soft power religieux, une autre dimension majeure de la politique étrangère turque sous l'AKP se manifeste à travers le néo-ottomanisme et l'affirmation d'un leadership régional fondé sur une redéfinition de l'identité nationale et une mobilisation de l'héritage ottoman.

Depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) en 2002, la politique étrangère de la Turquie a connu un tournant majeur fondé sur la redécouverte et la mobilisation de l'héritage ottoman et islamique. Cette orientation, qualifiée de "néo-ottomanisme", se distingue par une ambition de restaurer les liens historiques, religieux et culturels avec les territoires autrefois inclus dans l'Empire ottoman et de redonner à la Turquie un rôle central dans la géopolitique régionale et dans le monde musulman.

La doctrine du néo-ottomanisme trouve ses racines théoriques dans les écrits d'Ahmet Davutoğlu, notamment dans *Strategic Depth 2001* (Hazır, 2022), où il définit la Turquie comme une puissance centrale dotée d'une profondeur historique et géopolitique propre à l'espace ottoman. Il appelle à une politique proactive dans les Balkans, le Caucase, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, fondée sur les affinités culturelles et religieuses (Tsibenko, 2023).

Le néo-ottomanisme marque une rupture avec l'identité séculariste et occidentale promue par le kémalisme. Sous l'AKP, la Turquie redéfinit son identité nationale autour de l'islam sunnite et de l'héritage ottoman. Cette transformation est aussi un rejet du rôle de "pont entre l'Est et l'Ouest" en faveur d'un positionnement comme "puissance centrale" (Hazır, 2022).

Dans le discours d'Erdoğan, le rôle international de la Turquie est souvent justifié par une idéologie morale basée sur la "justice" islamique et un rejet de l'hégémonie occidentale (Tsibenko, 2023). La formule "Un monde plus juste est possible" ("Daha Adil bir Dünya Mümkün") structure les critiques contre l'ordre international, notamment contre le Conseil de sécurité de l'ONU dominé par les puissances occidentales.

La Turquie se positionne comme médiateur dans les conflits impliquant des clivages religieux, notamment le conflit sunnite-chiite.

Cette ambition est visible dans l'implication diplomatique en Syrie, en Irak, au Liban, mais se heurte à la concurrence de l'Iran et de l'Arabie Saoudite, qui contestent l'hégémonie religieuse turque (Tabak, 2018).

Les révolutions arabes ont été perçues par Ankara comme une opportunité de diffusion de son modèle islamo-conservateur. La Turquie a soutenu les Frères musulmans en Égypte et en Syrie, ce qui a entraîné une détérioration des relations avec les régimes autoritaires arabes. Ce positionnement a été interprété comme une ingérence religieuse et politique (Tabak, 2018).

Dans les Balkans, et notamment en Bosnie-Herzégovine, la Turquie a intensifié ses relations en mettant en avant les liens historiques et religieux. Des actions symboliques comme les visites d'Erdoğan à Sarajevo ou la construction de mosquées et d'écoles islamiques s'inscrivent dans cette logique (Rašidagić & Hesova, 2020). Cependant, cette politique soulève aussi des questions sur les intentions réelles d'Ankara, perçue tantôt comme stabilisatrice, tantôt comme expansionniste.

Malgré ses ambitions, la politique néo-ottomane fait face à des limites : contestations locales, échecs diplomatiques (notamment en Syrie et en Égypte), et perceptions négatives dans les sphères occidentales et même musulmanes. Certains auteurs considèrent cette approche comme idéaliste ou romantique, peu adaptée aux réalités géopolitiques (Rašidagić & Hesova, 2020).

Le néo-ottomanisme est une composante clé de la politique étrangère turque contemporaine. Porté par une relecture identitaire, religieuse et historique, il vise à restaurer le prestige ottoman et à faire de la Turquie un pôle d'influence islamique mondial. Toutefois, son application se heurte à des résistances multiples et révèle les tensions entre ambition civilisationnelle et pragmatisme politique.

3. Défis de la politique étrangère religieuse de la Turquie

Dans le prolongement de l'instrumentalisation du soft power religieux et du leadership régional néo-ottoman, la politique étrangère de la Turquie contemporaine, notamment sous l'AKP, fait face à des critiques récurrentes. Ces contestations ne concernent pas uniquement la portée de cette politique, mais aussi ses fondements, ses instruments, ses répercussions sur la scène internationale, et son impact sur l'ordre interne turc. À l'intersection entre identité religieuse, ambition géopolitique, intérêts nationaux et critiques internationales, la diplomatie religieuse turque soulève de nombreux enjeux.

Un premier défi récurrent est l'accusation de soutien implicite ou explicite à des groupes extrémistes religieux. Cette ambiguïté est relevée par Hüsrev Tabak, qui observe que la Turquie est accusée de manière paradoxale tantôt de soutenir certains groupes religieux extrêmes, tantôt de lutter contre eux, en fonction de ses intérêts stratégiques (Tabak, 2018).

Cette posture rend difficile une lecture cohérente de la politique extérieure islamique turque et nourrit les accusations d'opportunisme idéologique.

De plus, le lien croissant entre les activités diplomatiques et la Diyanet, la Direction des affaires religieuses, suscite de vives inquiétudes en Europe. Öztürk signale que cette institution opère souvent comme un vecteur de l'influence religieuse pro-AKP auprès des diasporas turques, ce qui alimente les critiques de surveillance politique et d'ingérence étrangère (Öztürk, 2023). Depuis que la Diyanet a été placée sous le contrôle direct de la présidence en 2017, elle est perçue comme un instrument de projection de pouvoir plus qu'une simple autorité religieuse (Michalak, 2019).

Par ailleurs, l'agenda religieux de l'AKP est souvent accusé de brouiller la frontière entre l'État et la religion, sapant ainsi les fondements séculiers de la République turque. Selon Michalak, cette tendance soulève de vives critiques tant à l'intérieur qu'à l'étranger, en particulier en Europe où la Turquie est accusée d'imposer une forme d'islam politique à ses communautés expatriées.

Dans les Balkans, la politique religieuse d'Ankara est aussi interprétée comme intrusive. Selon Rašidagić & Hesova, les institutions religieuses soutenues par la Turquie dans des pays comme la Bosnie-Herzégovine ou le Kosovo peuvent être perçues comme des vecteurs d'une stratégie identitaire panislamique, qui entre en collision avec les efforts locaux de neutralité religieuse (Rašidagić & Hesova, 2020).

Un autre défi majeur réside dans la difficile conciliation entre solidarité islamique et réalisme national. Tabak montre que, malgré les références constantes à l'ummah et à la fraternité musulmane, la Turquie a plusieurs fois renoncé à soutenir certains partenaires islamiques lorsque ses intérêts étaient en jeu, comme dans le cas du Qatar ou de l'Égypte post-Morsi (Tabak, 2018).

En outre, l'utilisation de la religion dans les discours diplomatiques peut entraîner des tensions inutiles avec les puissances occidentales.

Selon Hazır, cette rhétorique "justicialiste" et anti-occidentale portée par Erdoğan (Hazır, 2022), à travers les slogans comme "Un monde plus juste est possible" ou "Le monde est plus grand que cinq" (Hazır, 2022), contribue à renforcer une polarisation diplomatique entre la Turquie et ses anciens alliés.

Enfin, la politique étrangère turque reste conditionnée par des impératifs économiques et sécuritaires.

Comme le rappellent plusieurs auteurs, les préoccupations commerciales avec l'Afrique ou l'Asie centrale, ou la gestion des frontières syriennes et kurdes, peuvent à tout moment supplanter les priorités religieuses. Ce pragmatisme, bien que stratégique, affaiblit la lisibilité du discours religieux global (Tsibenko, 2023).

Ainsi, si la religion constitue un vecteur puissant de la politique étrangère de la Turquie, elle est aussi une source majeure de contestations et de tensions, tant internes qu'internationales. La diplomatie religieuse turque repose sur un équilibre fragile entre convictions, ambitions et contraintes géopolitiques.

Conclusion

L'évolution de la politique étrangère de la Turquie sous la direction de l'AKP s'inscrit dans une stratégie globale de redéfinition de l'identité nationale et du positionnement international du pays. En mobilisant la religion, notamment l'islam sunnite, comme levier d'influence externe, Ankara a construit une diplomatie qui conjugue soft power religieux, ambitions néo-ottomanes et quête de leadership moral et géopolitique dans le monde musulman. Le recours à la Diyanet, la multiplication des projets religieux à l'étranger et l'encadrement des diasporas turques illustrent cette dynamique de projection d'influence fondée sur une identité islamique nationale, modelée selon les principes du pouvoir AKP.

Cependant, cette politique suscite de nombreuses interrogations. D'un côté, elle est perçue comme un moyen efficace d'affirmer une présence turque dans un espace post-impérial, consolidant des liens historiques et culturels avec les anciennes possessions ottomanes. De l'autre, elle génère des tensions internes et internationales, notamment en raison de la porosité croissante entre sphère religieuse et sphère politique, de la mise en question de la laïcité, et des accusations de soutien ambigu à des groupes religieux controversés.



Ce double mouvement, oscillant entre idéal diplomatique islamique et pragmatisme politique, rend la politique étrangère religieuse de la Turquie difficilement classable. Elle s'appuie sur des idéaux de solidarité transnationale tout en cédant régulièrement aux impératifs stratégiques et économiques. Ce brouillage des lignes participe à une diplomatie hybride où l'identité religieuse est à la fois une ressource d'influence, un outil de mobilisation, mais aussi un facteur de polarisation.

En définitive, l'approche turque de la diplomatie religieuse reflète les tensions entre l'héritage séculier de l'État kémaliste et l'émergence d'une vision civilisationnelle islamo-conservatrice du rôle de la Turquie dans le monde. Si cette politique a permis de réaffirmer un rôle régional et global de la Turquie dans l'espace musulman, elle est également confrontée à ses propres contradictions internes, à des contestations croissantes et à une difficulté à stabiliser son image sur la scène internationale. Elle constitue ainsi un champ d'étude fécond pour comprendre les recompositions contemporaines entre religion, identité nationale et stratégie géopolitique.

BIBLIOGRAPHIE

Hazır, Ü. N. (2022). *Anti-Westernism in Turkey's Neo-Ottomanist Foreign Policy under Erdogan*. *Russia in Global Affairs*, 20.

Michalak, R. (2019). *The significance of the religious factor in the internal and external policies of Turkey*. *Review of Nationalities*, 9, 167–176.

Öztürk, A. E. (2023). *Turkey's Ambivalent Religious Soft Power in the Illiberal Turn*. In P. Mandaville (Ed.), *The Geopolitics of Religious Soft Power* (pp. 79–96). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oso/9780197605806.003.0005>

Rašidagić, E. K., & Hesova, Z. (2020). *Development of Turkish Foreign Policy Towards the Western Balkans with Focus on Bosnia and Herzegovina*. *Croatian International Relations Review*, 26, 96–129.

Tabak, H. (2018). *Manifestations of Islam in Turkey's Foreign Policy: Islamic Internationalism and Turkish Islam*. *Copernicus Journal of Political Studies*, 1. <https://doi.org/10.12775/CJPS.2017.001>

Tsibenko, V. V. (2023). *Ideologeme of Justice and Anticolonial Discourse as Justification for Turkey's Foreign Policy*. *Journal of International Analytics*, 14, 97–115.